

GOUBERT, Jean-Pierre et Othmar KEEL, dir., *Polysémie de la santé : institutions et pratiques sociales en France et au Québec (1750-1980)* (Paris, Centre de recherches historiques, coll. « Les Cahiers du Centre de recherches historiques », n<sup>o</sup> 12, 1994), 190 p.

Jacques Bernier

Volume 50, numéro 1, été 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305498ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305498ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernier, J. (1996). Compte rendu de [GOUBERT, Jean-Pierre et Othmar KEEL, dir., *Polysémie de la santé : institutions et pratiques sociales en France et au Québec (1750-1980)* (Paris, Centre de recherches historiques, coll. « Les Cahiers du Centre de recherches historiques », n<sup>o</sup> 12, 1994), 190 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 50(1), 120–121. <https://doi.org/10.7202/305498ar>

GOUBERT, Jean-Pierre et Othmar KEEL, dir., *Polysémie de la santé: institutions et pratiques sociales en France et au Québec (1750-1980)* (Paris, Centre de recherches historiques, coll. «Les Cahiers du Centre de recherches historiques», n° 12, 1994), 190 p.

Cet ouvrage contient les communications d'un colloque sur l'histoire de la santé en France et au Québec tenu à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris en juin 1993 et organisé conjointement par Jean-Pierre Goubert de l'EHESS et Othmar Keel de l'Université de Montréal.

La première partie porte sur les pratiques sociales et regroupe cinq articles. Elle débute avec un texte d'Olivier Faure sur l'emploi du concept de demande sociale par les historiens de la santé. Faure n'est pas contre l'idée d'étudier la santé en termes de marché, mais il invite à la prudence et à la rigueur dans cette démarche. Le texte suivant, écrit par Philippe Hudon, fait

état des problèmes posés par le traitement des soldats atteints de maladies vénériennes sous la Révolution et le Premier Empire, en particulier celui de leur hospitalisation. Celui de Johanne Collin porte sur les demandes de mise en vente de médicaments soumises à l'Académie de médecine entre 1875 et 1913. Elle en a relevé plus de 600 qui proviennent de partout en France et de groupes très divers: guérisseurs, industriels, curés, pharmaciens, chimistes, médecins, etc. Arlette Mouret, quant à elle, présente deux aspects de l'histoire du timbre antituberculeux en France, soit: le rôle de l'école et des écoliers dans la diffusion du timbre et de la propagation sanitaire et le contenu de même que la valeur éducative de l'image dans la lutte contre la tuberculose. Cette partie se termine avec l'article de Joëlle Tissanie-Noir sur les régimes de santé de trois sociétés privées de transport en commun (autobus et métro) de Paris entre 1855 et 1948, donc avant la création de la RATP. Elle y discute notamment de l'esprit des réglementations, du rôle des médecins dans la gestion de ces régimes, des protections prévues et de l'importance des caisses de secours mutuels.

La deuxième partie regroupe les textes sur l'histoire des institutions de la santé. La plupart portent sur le Québec. Cette partie débute avec un article de Georges Desrosiers sur l'introduction de l'enseignement de l'hygiène dans les facultés de médecine du Québec à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et, notamment, sur les étapes de la mise en place de l'enseignement obligatoire. Dans un texte qui nous entraîne sur le terrain des institutions asilaires et de la psychiatrie, Guy Grenier fait ensuite état de la place de la doctrine de la dégénérescence au Québec entre 1885 et 1910. Puis suit celui de Denis Goulet sur l'histoire de l'éducation médicale au Québec de 1843 à nos jours. Il y montre comment le modèle clinique européen a cédé peu à peu la place, au XX<sup>e</sup> siècle, au modèle américain basé sur la formation scientifique et la médecine de laboratoire. Le service de santé de la Ville de Montréal fait ensuite l'objet d'un long article dans lequel Benoît Gaumer, Georges Desrosiers, Othmar Keel et Céline Déziel font état des développements et du rôle de ce service dans l'administration de la santé publique de cette ville, depuis sa création en 1865 jusqu'à son démantèlement dans les années 1970. Le dernier texte, celui de Rémi Rémondière, retrace l'histoire de la profession de kinésithérapeute en France entre 1840 et 1946, alors que les membres de ce groupe ont finalement été admis au sein des professionnels de la santé.

Voilà donc un ensemble de textes portant sur des sujets variés et nouveaux. Tous s'appuient sur des sources primaires et sont très bien documentés. Outre son apport au développement des connaissances, cette publication du Centre de recherches historiques retient l'attention aussi pour une autre raison. Elle est en effet le fruit du premier colloque à avoir rassemblé des historiens français et québécois autour de l'histoire de la santé. La glace est maintenant brisée. Espérons, comme le souhaitent les responsables dans leur mot de conclusion, que cette première démarche conduira à d'autres échanges et à d'autres travaux, notamment sur des thèmes d'histoire comparée et sur l'histoire des relations entre ces deux pays et dans le monde francophone.